

À la défense du patrimoine commun

L'eau, c'est la vie! L'accès à de l'eau pure et abordable est un droit fondamental!

Rapports en provenance d'organisations oeuvrant partout dans le monde pour protéger l'eau
en tant que ressource appartenant en commun à tous les êtres humains

Les femmes et la privatisation de l'eau

Mae V. Buenaventura, Jubilee South, Les Philippines

La privatisation de l'eau affecte tout le monde, mais peut-être les impacts sont le plus sévère sur les femmes des pauvres et les communautés marginalisées. Cependant cet événement ne se présente pas soi-même simplement, de la même manière comme, disons, la charge supplémentaire évidente d'augmentation des tarifs sur le public consommateur. A moins d'analyser la privatisation de l'eau à travers des loupes vives de genre, les conséquences spécifiques pour les femmes de telles politiques comme la privatisation de l'eau passeraient grandement inaperçues.

Une approche courageuse pour aplanir ces impacts sur le genre est venue des économistes, féministes, dont la perspective sur le concept de l'économie de soin' permet la reconnaissance et la compréhension de combien, les femmes sont intimement liées aux ressources en eau et l'accès à l'eau et pourquoi elles sont parmi ceux qui sont les plus durement touchés par la privatisation de l'eau. Un trait principal du paradigme de l'économie féministe est qu'il «...redéfinie la sphère économique d'enquête autour du **concept pour l'approvisionnement pour la vie humaine**». Libre de la préoccupation de l'économie dominante avec des marchés et le soi-disant efficacité dans l'utilisation des ressources à leur utilisation la plus productive, elles ont pu découvrir et répondre à toute une gamme de questions que les économistes néoclassique simplement ignorent ou supposent sont pris en charge.

Ceci n'est pas pour dire que les économistes du courant dominant n'ont pas examiner les foyers pour des réponses, mais ils ont été aveuglés par la croyance que le travail est divisé rationnellement et harmonieusement entre les hommes et les femmes dans la production domestique. Néanmoins, il déclare que les femmes sont naturellement (même heureusement) inclinées à faire les travaux de ménage pendant que les hommes sont beaucoup plus penchés à travailler en dehors de la maison et en gagnant leurs vies.

Sous cette institutionnalisation courante du statut inférieur de la femme à l'intérieur comme à l'extérieur du ménage, c'est une supposition tacite que quelqu'un payera pour la décision de renoncer en faveur des intérêts privées, les engagements précédemment tenus par le public pour la provision des

Dans contenu

Palestine: le conflit rend les provisions rares et pollués.....6

L'eau et la pauvreté en Argentine.....8

Rongeant le peuple: compteurs prépayé à Phiri, Soweto.....9

Pure Life, quel genre d'eau c'est?.....11

Bechtel: de Cochabamba à Guayaquil, l'histoire se répète.....12

En bref.....

- *Défiant les politiques de l'eau la Banque Mondiale*
- *Les citoyennes de Perth déclare victoire à Tay River*



Vol. 3 - No 1 - Juillet 2004

Éditorial

Campagne de l'eau pour tous, US

Wenonah Hauter

- cmep@citizen.org

www.wateractivist.org

La comité éditorial

African Women's Economic Policy Network, Uganda

Elizabeth A. Eilor -

awepon@africaonline.co.ug

Anti-Privatization Forum, South Africa

Dale McKinley -

drdalet@metroweb.co.za

www.apf.org.za

Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario, Bolivia

Thomas Kruse - tkruse@albatros.ocnb.net

Coordinadora de Defensa del Agua y de la Vida, Bolivia

Marcela Olivera -

marcelaolivera@mindspring.com

Council of Canadians' Blue Planet Project, Canada

Maude Barlow -

blueplanet@blueplanetproject.net

www.canadians.org

Friends of the Earth, Uruguay

Alberto Villarreal -

urusust@redes.org.uy

www.foe.org

International Rivers Network

Glenn Switkes -

glenns@superig.com.br

www.irn.org

Grassroots Africa, Ghana

Rudolf Amega Etego -

rudietego@ghana.com

ORCADE, Burkina Faso

Moses Kambou -

kambou.moses@univ-ouaga.bf

Polaris Institute, Canada

Tony Clarke - polarisinstitute@on.aibn.com

www.polarisinstitute.org

Public Services International, US

Cameron Duncan -

psiamericas@igc.org

www.psi.org

UNION, Mexico

Isabel Bustillos - ciudadana@prodigy.net.mx

www.union.org.mx

World Water Contract

Riccardo Petrella -

riccardo.petrella@cec.eu.int

services de base, comme ce qui arrive sous la privatisation de l'eau. Les femmes, par vertu de ces inégalités traditionnelles de genre à l'intérieur comme à l'extérieur du ménage, inévitablement supportent les impacts différentiels.

Du l'oeil de l'économiste féministe, le portrait est infiniment différent, car c'est dans ces endroits indiscernables et économiquement sans valeur dans l'économie reproductive que les biens et les services essentiels à l'entretien de la vie humaine sont fournis et rendus libre par les femmes. Cela comprend une vaste collection de services tel que élever un enfant, la production de nourriture, la préparation de repas, la blanchisserie, le jardinage, et le nettoyage qui exigent une distribution adéquate de l'eau saine et à prix abordable.

Toute politique ou programme qui traite de l'eau comme une matière première plutôt qu'une partie du peuple, et empiète sur la capacité du ménage à avoir accès aux ressources en eau et aux services d'eau, impacte de manière négative sur la qualité de vie des femmes. Réduire l'eau au statut d'un bien économique disponible seulement à ceux qui ont la capacité de payer nuit aux pauvres. Mais elle établit davantage une discrimination envers les femmes et les filles pauvres qui sont au départ déjà économiquement faibles dans le statut de leurs ménages et dans la société toute entière.

D'une façon significative, des institutions financières internationales comme la Banque Mondiale et les banques de développement régionales donnent une place de choix aux considérations genres dans les projets et programmes de développement et de la réduction de la pauvreté qu'elles financent. Marquant la Journée Internationale de la Femme l'an passé, par exemple, la Banque Asiatique de Développement s'est associée à d'autres institutions multilatérales en «*affirmant l'importance de promotion de l'égalité genre et de l'émancipation des femmes*».

Ceci tombe à pic, la manière dont l'expérience de la privatisation a en fait épuisé les femmes Filipino. L'affaire de la privatisation de l'eau des Philippines est la première dans la région et la plus grande de son genre. Applaudi comme un modèle de succès en injectant de l'efficacité dans le secteur, en baissant les tarifs et en accroissant l'accès aux communautés pauvres et particulièrement pour les femmes pauvres, elle a de manière ironique mit en exergue exactement le contraire.

A peine des consultations publiques ont été effectuées avant que le gouvernement ne signe le contrat de gestion avec les concessionnaires. «*Spécialement manquant, selon Violeta Corral «était des consultations avec les et les groupes des pauvres des zones urbaines; au moins, les femmes devraient être*

consultées sur leurs empressements à payer pour les services privés». ¹

Selon Lou Labrador, l'une des salariées interviewées par Corral en 1999, les salariées, spécialement les anciens en postes de personnel de soutien (commis, dactylographes, administratifs), choisissent la retraite anticipée parce qu'ils ont peur de ne pas être 'compétitif'. Ils pensent aussi qu'il leur manque les aptitudes nécessaires (tel que l'utilisation des ordinateurs) pour survivre dans la nouvelle structure.

Le nombre élevé des femmes déplacées suite à la privatisation indique comment l'économie du marché considère le temps des femmes dans l'économie productive - d'être allongé ou réduit à volonté, selon les besoins du marché à un moment donné.

Après seulement deux ans de privatisation, Mayniland et Manila Water a commencé à réclamer une augmentation de prix et éventuellement a eu l'occasion de le faire dans le processus de Rebasement de Prix, un exercice stipulé au cinquième année du contrat de 25 ans. En tout Manila Water a eu neuf augmentations, ramenant son prix de l'eau actuel à PhP15,65 m³; de son enchère piqué de PhP2,32 m³ en 1997, qui lui a permis de gagner la concession de zone East Zone. Mayniland, pour sa part, enregistrait éventuellement une augmentation de prix de 400 pourcent, allant de P4,96 m³ à PhP 19,92 m³ de 1997 à 2003.

Un commis d'état interviewé par Corral a confié qu'elle s'est sentie roulée après les augmentations de MWSS : « *Pourquoi est-ce que j'ai l'impression qu'il y a de la supercherie tramée dans ce qu'ils [les concessionnaires] disent. Les tarifs ne doivent pas augmenter mais ils augmentent. Les consommateurs devraient protester contre les augmentations des tarifs, qui en moins de cinq ans ont lieu malgré leur déclaration que cela aura lieu uniquement après 10 ans* ». ²

Non seulement les partisans de la privatisation n'ont pas de consulter la population de manière adéquate sur leurs empressements à payer, les femmes non plus n'ont pas été consultées sur leurs capacités à payer par rapport à leur revenu et autres ressources sont allouées à l'intérieur des ménages en termes de genre. Si les inquiétudes avouées

Les aspects genres

Ce numéro de Defend the Global Commons donne la parole aux femmes qui défient les pouvoirs dominants à redéfinir les concepts du courant dominant et les modèles de décisions relatifs à l'eau. Nous avons entendu plusieurs fois que l'eau est un problème de femmes. C'est un problème de la femme puisque les femmes portent l'eau ; elles sont traditionnellement responsables du bien-être dans le foyer et des enfants ; et se sont elles qui ont le plus de chance d'être marginalisées dans nos sociétés. Le courant dominant capte à peine le fait que ce sont les femmes qui supportent le fardeau des politiques de privatisation qui ont échoué à travers le monde. Ce sont les femmes qui se battent pour avoir accès à l'eau saine et à un prix abordable ; les femmes sont les premières à perdre leurs emplois ; et ce sont les femmes qui sont obligées de prendre des moyens désespérés pour prendre soin de leurs familles.

Mais les femmes représentent aussi le sexe fort. Les femmes ont défié les règles de la privatisation et le recouvrement de coût et demandent leur droit à l'eau. Les femmes veulent influencer leurs propres déterminations et demandent la participation. Les femmes connaissent ce qui veut dire une bonne livraison d'eau ; les sources d'eau doivent rester dans le domaine public avec une forte surveillance par la société civile.

Lisez les articles de la Palestine à El Salvador aux Philippines. Les femmes sont prêtes à prendre la responsabilité, et en tant que détentrices de la connaissance traditionnelle, elles sont tenues de jouer un rôle actif dans un avenir durable pour l'eau. Il n'est plus assez de reconnaître que l'eau est une affaire des femmes. Reconnaissons que les femmes portent la clef pour résoudre nos problèmes d'eau.

Pour le comité éditorial

Maj Fiil-Flynn

Coordonnatrice, Public Citizen - L'Eau pour Tous

Veillez noter que le bulletin À la défense du patrimoine commun est disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.wateractivist.org en quatre langues : espagnol, anglais, portugais et français.

Si vous avez des mises à jour ou des commentaires pour le prochain bulletin, veuillez-nous les faire parvenir à l'adresse suivante: cmep@citizen.org

pour les questions genres des IFI n'étaient que des paroles, elles devraient aussi se rendre compte, comme le clarifie Julian Liu, que *«les femmes sont souvent marginalisées dans l'économie monétaire, et ainsi souffrent quand on met un prix sur l'eau... L'usage domestique ou 'reproductive' de l'eau ne génère pas directement de revenu, donc les bénéficiaires ne sont capturés dans les indicateurs de l'économie traditionnelle»*³.

Les femmes dans les communautés pauvres sont souvent forcées de faire le choix difficile entre nourrir leurs familles et payer pour les services sociaux de base comme l'eau et le courant. Des branchements illégaux ne sont donc pas surprenants là où les concessionnaires privés ne réalisent pas les objectifs d'expansion ou les prix à payer de PhP 3-5.000 ; ces prix dépassent la capacité des ménages urbains pauvres dans les communautés pauvres. Cela a tiré la sonnette d'alarme en fin 2003 quand un scénario qui rappelle les épidémies de choléra en Afrique du Sud après la mise en œuvre des mesures de la privatisation de l'eau en 2000 exposée dans les différentes communautés déprimées à Metro Manila. Au moins sept personnes sont mortes et plus de 700 étaient frappées de diverses plaintes relatives au gastro-intestinal.

Des échantillons soumis par le Freedom from Debt Coalition (FDC) à l'Institut de Recherche en Sciences Naturelle (Natural Sciences Research Institute) de l'Université des Philippines ont montré 16 bactéries coliformes par 100 ml d'eau - loin au-dessus de la norme de santé nationale des Philippines de 2,2 bactérie coliforme/100 ml d'eau. Encore, le poids des prises en charge des malades est sur les femmes et les filles, en plus des autres travaux à l'intérieur et à l'extérieur du ménage.

Aucun des concessionnaires n'a jamais accepté son échec pour maintenir les investissements requis dans les normes de l'eau. Là où c'est le bénéficiaire, et non le service public, qui est la motivation principale par rapport aux augmentations des tarifs ne donne pas clairement de garantie que les fonds, seront canalisés

à fournir de l'eau adéquate et saine, spécialement aux communautés marginalisées. Ironiquement, les ménages pauvres qui ne sont pas branchés au système de réseau d'eau courante sont obligés de payer de l'eau chère d'une qualité incertaine chez des vendeurs privés.

Les résidents de Manille vous déconseilleraient de ne pas boire directement dans le robinet. Envasée et fortement troublée, l'eau dans beaucoup d'endroits de la métropole doit être bouillie avant d'être consommée sans danger. D'autres sont obligés de mettre encore plus à rude épreuve les revenus du ménage en achetant de l'eau embouteillée. Les coûts économiques supplémentaires sont immédiatement évidents dans la mesure où les budgets pour l'éducation et les soins de santé de base, parmi tant d'autres, sont supprimés pour accommoder les besoins les plus urgents pour la nourriture et l'eau. Moins évident est le travail multiplié tous les jours pour les femmes et les portions de temps pour l'éducation, le repos et le loisir irrémédiablement perdu en essayant d'adapter tout leur travail dans des journées de 24 heures.

Ceux-là qui ont de l'eau courante paient littéralement avec de l'argent durement gagné ; Pour de l'eau qui n'est ni continuellement fournie ni potable. C'est la règle plutôt que l'exception pour beaucoup de ménages de la Métropole de Manille de rester tard pour puiser l'eau et faire la lessive parce que l'eau coule aux alentours de minuit.

Interviewée par Corral, une femme dans une banlieue de Quezon City s'est plainte en ces termes *«On avait de l'eau toute la journée mais après la privatisation, nous n'avons plus d'eau régulièrement. Cela dérange mon programme de travail parce que je dois attendre que l'eau vienne pour faire la lessive. Dans le passé, je lavais le linge le matin afin de pouvoir faire autre chose l'après midi. Aujourd'hui, l'eau que je prends est juste assez pour mes enfants qui vont à l'école. Il me semble que je passe toutes mes heures ici. Je travaille même la nuit, à faire la lessive...»*⁴

Les défis de faire ressortir les dimensions genres de la privatisation de l'eau

Les impacts de la privatisation des services de base sont d'une portée si considérable que les organisations et les mouvements des peuples dans le Nord et dans le Sud ont doublé d'efforts à faire de la recherche et sortir des matériaux riches pour arrêter ce dynamisme agressif par les organes financiers multinationaux et les géantes compagnies. Encore, il y a un besoin plus qu'urgent pour mettre en lumière les impacts spécifiques sur les femmes et les filles de la privatisation des services de base comme l'eau. Les contributions reproductives et productives des femmes à la communauté restent invisibles, non évaluées et sans explication ; il ne faut pas manquer de faire ressortir les impacts différentiels de tels politiques et programmes gouvernementaux dans la mesure où la privatisation de l'eau est obligé à promouvoir cette invisibilité et encore approfondir les inégalités genres déjà bien enracinées.

Pour plus de compte rendu détaillé de l'histoire de la privatisation aux Philippines, voir Buenaventura Mae, Bubut Palattao et Lidy Nacpil. *Debt, Trade and Privatisation of Water Services*. Freedom from Debt Coalition.

¹ Corral, Violeta Q. MWSS, *Women and Private Water*. Extrait et édité à partir de *The Privatization Phenomenon: Redefining the 'Public' and 'Private' of Women's Lives*. Thèse de Master par le même auteur in *Women and Development Studies*, College of Social Work and Community Development, Women and Development Studies Program, University of the Philippines. June 1999.

² Traduit de l'interview en Filipino par Corral in MWSS, *Women and Private Water*.

³ Liu, Julian. "Human Rights and Gender Inequity in Water Resource Management", Centre for Economic & Social Rights. Pages 6-7. www.cesr.org.

⁴ Traduit de l'interview en Filipino par Corral in MWSS, *Women and Private Water*.

Le dynamisme de privatisation de la Nouvelle Orléans s'épuise

La décision en Nouvelle Orléans d'arrêter l'effort de longue date de la privatisation de l'eau n'est pas seulement une victoire pour les citoyens mais elle offre des leçons à d'autres villes qui seraient en train de considérer la privatisation. La décision illustre aussi pourquoi le parlement américain devrait s'abstenir de voter une quelconque loi qui exigerait des villes à considérer la privatisation avant de recevoir l'assistance financière pour infrastructure fédérale.

La Nouvelle Orléans a dépensé environ \$5 millions de dollars US et plus de cinq ans à analyser des propositions pour opérer un système combiné d'eau et d'assainissement. En retour, la ville a reçu des propositions de soumissions floues et nulles qui ne pourront jamais résister à l'examen minutieux du public. Au fur et à mesure que les décideurs hésitaient, la morale des employés baissait et des innovations identifiées par les gestionnaires du système public et les employés étaient coincés.

L'industrie de l'eau privée, cependant, a mit sa peur d'examen minutieux du public en exhibition resplendissante en Nouvelles Orléans ; quand United Water le subsidiaire de Suez s'est retiré du processus de la privatisation parce que la société ne voulait pas être soumis au mandat du Conseil Municipal qui exige un vote public sur tout contrat de privatisation.

La mort de la privatisation en Nouvelle Orléans reflète le changement stratégique au sein de l'industrie de l'eau. Les grandes sociétés telles Suez, Veolia, RWE-Thames et CH2M Hill/OMI se sont vantées il n'y a pas longtemps de contrats juteux en vitrine dans de grandes villes métropolitaines telles que la Nouvelle Orléans et Atlanta (Atlanta était le site de l'expérience de la privatisation qui a échoué lamentablement, seulement après quatre ans d'un contrat de 20 ans). Aujourd'hui, les sociétés désavouent publiquement cette stratégie. Malgré l'infiltration des groupes comme la Conférence des Maires des Etats Unis d'Amérique à travers le soutien financier et un lobbying intensif du Parlement US pour des changements réglementaire et légaux qui favoriseraient la privatisation, les sociétés ne pouvaient pas surmonter les dures réalités économiques et politiques de gestion du système d'eau d'une grande ville.

Il y a un vrai écart de financement de l'infrastructure pour les systèmes d'eau et d'assainissement aux Etats-Unis d'Amérique. De certaines estimations, il coûtera 20 milliards de dollars US par an pendant les 20 prochaines années pour construire, réparer et maintenir les systèmes. Mais la privatisation n'est pas la réponse et le Parlement US ne devrait pas lié le financement fédéral aux mandats qui encourage les villes à gaspiller de l'argent à considérer la privatisation. Au lieu de cela, les villes ont besoin de poursuivre des innovations qui permettent d'économiser de l'argent en gardant les ressources publiques sous contrôle du public et les dollars de contribuables locaux dans les communautés locales. Et le Parlement a besoin d'augmenter de manière significative le financement pour permettre aux communautés à fournir aux citoyens de l'eau pas chère, saine et propre.

Palestine: le conflit rend les provisions rares et pollués

Violet Qumseieh, Terres des hommes, Moyen Orient

En Palestine, les femmes constituent le plus large groupe des usagers directs de l'eau et sont les futures bénéficiaires des services de l'eau améliorés.

Néanmoins, beaucoup de Palestiniennes luttent pour trouver assez d'eau pour améliorer la vie de tous les jours. Pour la qu'elles occupent dans le ménage, les femmes sont responsables pour le ravitaillement en eau de leurs familles et sont les plus touchées par les problèmes des services d'eau.

Pendant l'intifada, on a refusé l'accès des citernes d'eau à plusieurs villages qui ne sont pas branchés au réseau et ainsi ces villages ne dépendent que de ces genres de cargaisons. Les femmes et les enfants sont donc obligés, à défaut, de prendre de l'eau à partir des sources et citernes d'à côté. Elles doivent marcher de longues distances et passer beaucoup d'heures chaque jour pour obtenir de l'eau pour leurs familles. Ces heures pouvaient être mieux utilisées pour améliorer le revenu familial. Certaines de ces femmes sont enceintes et d'autres âgées, donc porter des récipients d'eau lourds peut avoir des conséquences sur leurs santés. Ces sources d'eau ne sont pas contrôlées en termes de qualité et sont souvent contaminées. Dans certaines zones, comme Hébron, les gens recourent au pétrole pour désinfecter l'eau.

Même quand les citernes d'eau sont autorisées à livrer de l'eau à leurs clients assoiffés, le prix est souvent exorbitant. L'eau obtenue des citernes est plusieurs fois plus chère que le prix payé pour l'eau courante. Le prix demandé pour l'eau des citernes fluctue, le prix moyen étant évalué entre NIS 15-40 (équivalent à quoi en dollar US ?) le mètre cube. La dépense occasionnée par l'achat de l'eau a toujours pesé lourd au plan financier sur les femmes et les résidents des villages sans réseau d'eau et qui sont généralement pauvres.

La connaissance en eau par génération est dans le domaine féminin, et ce sont les femmes qui doivent transmettre cette connaissance aux enfants. Malgré leurs responsabilités quotidiennes sur l'eau, les organisations féminines n'ont pas de rôle actif dans les politiques de l'eau ou d'accès à l'eau.

L'aquifère de montagne est partagée entre les Israéliens et les Palestiniens dans la Cisjordanie. Le contrôle Israélien de cet aquifère permet aux Palestiniens d'utiliser seulement 20% de l'eau. Le Fleuve Jourdain devrait être la deuxième ressource à partager et pourtant, depuis l'occupation en 1967, les Palestiniens n'ont pas reçu d'eau du Fleuve Jourdain. En fait, en ce moment-là, Israël a imposé un ensemble rigide des ordres militaires dans les Territoires Palestiniens qui a maintenu les ressources en eau Palestiniennes sous contrôle Israélien. Les institutions Palestiniennes existantes ont été contraintes de fonctionner et de participer dans des activités concernant l'administration de l'approvisionnement en eau, y compris le fonctionnement et l'entretien. Deux cents dix huit communautés dans la Cisjordanie sont branchées à un réseau d'eau. Environ 197.000 résidents doivent chercher des sources alternatives.

Due en partie à l'appropriation des eaux Palestiniennes par les Israéliens, les Palestiniens sont confrontés de manière courante à des manques d'eau sévère. A Gaza, 98% des communautés ont des robinets chez eux. Cependant, dans beaucoup de ces communautés, les robinets sont secs pour des longues périodes, surtout en été. Dans le District de Hébron, les gens ne reçoivent pas d'eau à travers le réseau pour plus de quatre mois durant l'été. Ces communautés doivent compter sur la retenue des eaux pluviales, les citernes d'eau et les sources pour leurs utilisations d'eau.

La consommation domestique d'eau par personne dans les zones Palestiniennes n'excède pas 60 à 80 litres par jour, ce qui est en dessous de la norme recommandée par l'Organisation Mondiale de la

Santé (100 litres par jour avec des ajustements selon le climat). Ce déficit d'eau a des conséquences sur chaque fonction que l'eau a dans la vie - boire, se laver, nettoyer - et touche de manière dramatique la santé et le bien-être économique de ceux qui vivent dans la société. La qualité de l'eau de la Cisjordanie est QUOI, tandis que l'eau de Gaza contient un taux élevé de sel. La consommation continue d'une telle eau a des chances d'augmenter la dysenterie, le non fonctionnement des reins et des maladies cardiovasculaires.

Contrairement à l'eau courante, l'Autorité Palestinienne ne contrôle pas la qualité de l'eau de source consommée par les résidents des zones palestiniennes, quand bien même l'eau de source a plus de chances d'être polluée et saumâtre. Le risque accru est dû à une plus grande probabilité que l'évacuation de vidange des villes et des villages environnants, et les pesticides et les engrais utilisés par les fermiers locaux, coulent dans les sources.

La mauvaise situation économique dans les zones Palestiniennes pendant l'intifada a empêché beaucoup de résidents de payer leurs factures d'eau. Les services d'eau prennent la situation économique en compte et exhortent les gens à payer une partie de leurs dettes.

Défiant les politiques de l'eau la Banque Mondiale

Comme la Banque Mondiale tient pour ses réunions de printemps en avril, Public Citizen a sorti un nouveau rapport qui met en exergue les efforts continue de la Banque Mondiale à promouvoir la privatisation de l'eau malgré sa déclaration qu'elle a modifié sa position sur les politiques de privatisation après une série d'expériences à travers le monde qui ont échoué. Le rapport intitulé *Will the World Bank Back Down ? Water Privatisation in a Climate of Global Protest*. (La Banque Mondiale Se Dérobera-t-elle ? La Privatisation de l'eau dans un Climat de Protestation Mondiale) a passé en revue 51 pays qui utilisent les prêts de la Banque Mondiale de 2000 à 2004. Il ressort de ce rapport que pendant que la rhétorique des relations publiques de la Banque a changé face à une résistance croissante à la privatisation des services des eaux, ses politiques de prêt dans le secteur de l'eau n'ont pas changé du tout. La Banque Mondiale continue d'inventer de nouvelles institutions pour mettre la pression sur les gouvernements afin de privatiser les services des eaux, cédant ainsi le contrôle de ces services à de grandes corporations transnationales, comme partie de l'ensemble des politiques exigées avant que les gouvernements puisse accéder aux prêts pour la construction et la réparation des systèmes d'eau et d'assainissement.

Le rapport a conclu que, environ 90% des prêts allant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement inclut des conditions qui promouvoient directement la privatisation de l'eau. Ces conditions vont de l'exigence de la part des gouvernements à considérer des contrats avec des sociétés privées d'eau à la possibilité de permettre la privatisation totale des systèmes d'eau. En 2000, 91% des prêts avait des clauses de privatisations incluses ; en 2004, 100% des prêts ont de telles clauses incluses.

Résultant de l'invention de la Banque Mondiale, l'industrie mondiale de l'eau est devenue hautement concentrée dans les dix dernières années, avec trois corporations multinationales principales contrôlant plus de 40% du marché d'eau privé. Mais la promotion de la privatisation de l'eau de la Banque Mondiale a conduit à des tarifs d'eau non abordables, des crises de santé publique, une faible mise en œuvre des normes de l'eau potable (parce que des sociétés privées ne sont pas aussi responsable que les gouvernements), un manque de respect aux engagements contractuels pour l'investissement, et la perte de travail là où les entrepreneurs privés ont remplacé les fonctionnaires. Cela a causé de nouvelles vagues de protestations à travers l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie - et des points chauds à travers les Etats-Unis d'Amérique tel que La Nouvelle Orléans, Atlanta et Stockton en Californie.

Le rapport de Public Citizen pousse la Banque Mondiale à :

- * reconnaître pleinement le droit humain à l'eau dans toutes les politiques de la Banque relatives à l'eau et l'assainissement
- * Enlever toute condition, implicite ou explicite, qui demande le recouvrement entier des coûts chez les usagers d'eau dans les ménages ;
- * Enlever toute condition, implicite ou explicite, qui exige un partenariat public/privé avant que les gouvernements n'accèdent aux prêts ;
- * Mettre fin aux prêts qui font la promotion de la réforme des lois nationales en matière d'eau et protéger la participation du secteur privé et le recouvrement de coût accru ; et
- * Travailler pour renforcer le rôle du secteur public et encourager une participation utile de la société civile et des communautés affectées.

Pour lire le rapport, veuillez aller à www.worldbankwatch.org. Pour apprendre d'avantage sur le Water for All Campaign (Campagne sur l'Eau pour Tous), veuillez aller à www.wateractivist.org. Le World Bank Watch traque le développement des prêts de la Banque Mondiale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement chaque trimestre.

L'eau et la pauvreté en Argentine

Norma Giarracca, Groupe d'Etudes Rurales, Université de Buenos Aires, Argentine.

Avec l'assistance de Mario Tome

Les riches ressources naturelles de l'Argentine – la terre, l'eau et les minerais – ont conduit à beaucoup de problèmes, spécialement dans les quelques décades passées. Durant les années 1990, un vaste programme des privatisations soutenu par le Président Carlos Menem a abouti à la privatisation des services de l'eau potable par de grandes transnationales françaises. La Compagnie Générale des Eaux (une subsidie de Vivendi, aujourd'hui Veolia) n'a pas duré au nord du pays, parce que un mouvement important des associations des voisinages travaillant de 1995 à 1998 a réussi à les expulser de la province de Tucuman. Une situation similaire s'est passée avec la compagnie Azurix, une subsidie de la société US, Enron, qui a fourni de l'eau à 71 localités dans la province de Buenos Aires. Défiée par des mouvements des consommateurs organisés, la société a quitté le pays en 2002.

Le fournisseur d'eau pour la région la plus peuplée du pays, la ville de Buenos Aires, est Aguas Argentinas, une co-entreprise de la transnationale française Suez. Jusqu'à 2003, quand le nouveau gouvernement du Dr. Nestor Kirchner a pris le pouvoir, il n'y avait pas d'énorme résistance aux augmentations de tarifs et des prestations de services médiocres de la société. Mais des problèmes ont commencé, quand le nouveau gouvernement est entré en négociations de contrats et a refusé d'accepter les prétentions arrogantes de la société. Au cours de septembre et d'octobre il y eu beaucoup de problèmes relatifs à la rareté et à la qualité de l'eau dans la capitale. Des zones entières à Buenos Aires avaient été délaissées des heures durant sans service d'eau ou avec de

l'eau décolorée. Pour la première fois, le gouvernement national a amendé la société l'équivalent de \$400.000 US pour les insuccès des services.

Pendant plusieurs années Aguas Argentinas a eu un standard différent de service dans les zones les plus pauvres des périphéries de Buenos Aires, où les clients reçoivent les services de la plus basse qualité. Nous avons interviewé des membres d'un voisinage organisé par le mouvement des chômeurs qui a un nombre intéressant d'initiatives telles des jardins organiques et d'autres entreprises. La production des jardins, depuis le début, est pour les restaurants et les soupes populaires du voisinage et a été une initiative des hommes et des femmes.

Quand nous avons interviewé les femmes elles nous ont informé que la majorité des habitants du voisinage ne pouvaient pas supporter les prix pratiqués par Aguas Argentinas et puis qu'il n'est pas possible de vivre sans eau elles ont fait leurs propres branchements 'informels'. Les familles branchées se sont plaintes de la qualité de l'eau. Les femmes interviewées qui étaient responsables des jardins se méfiaient de la qualité de l'eau de l'Aguas Argentinas à cause du nombre élevé des maladies gastro-intestinales parmi les enfants et les adultes dans le voisinage. Un deuxième problème sérieux concerne les égouts pluviaux qui, dû au manque d'investissement par la société, débordent et inondent le voisinage en été.

En somme, les voisinages les plus pauvres se méfient de Aguas Argentinas non seulement à cause de la pression pour augmenter les prix d'eau que la société est en train d'exercer sur les nouvelles autorités gouvernementales, mais aussi parce que même dans le contexte de la polarisation sociale de ces années la société n'a pas réagi avec un 'tarif vital' pour les voisinages les plus pauvres ni avec un service égal à celui fourni au centre ville de Buenos Aires.

Branchez-vous - GRATUITEMENT

À la défense du patrimoine commun

English - Portuguese - French - Spanish

cmep@citizen.org

Rongeant le peuple: compteurs prépayé à Phiri, Soweto

Prishani Naidoo, Anti Privatisation
Forum, Afrique du Sud

La lutte contre l'apartheid a symbolisé, dans le monde entier, la voix collective de la majorité des gens unis par leur oppression et exploitation commune, et leur désir commun d'être libre. La lutte a fait appel aux notions de notre 'humanité commune' et l'héritage commun de la terre et ses ressources naturelles contre la déhumanisation et le système de déprivation de l'apartheid ; conçu pour profiter à une minorité.

Aujourd'hui, le Département de l'Eau & de la Foresterie (DWAF) du gouvernement de l'Afrique du Sud se présente comme 'utilisant de l'eau pour laver la pauvreté', réclamant des augmentations substantielles de l'accès des gens à l'eau depuis 1994. Cependant, de telles déclarations d'approvisionnement réussi omettent de reconnaître la croissance parallèle des coupures d'eau dans la mesure où l'accès des gens à l'eau a été accompagné par la police de 'recouvrement des coûts' et 'des frais d'utilisateur' puisque l'état a lentement transféré (et continue de transférer) la responsabilité pour l'approvisionnement en eau aux entités privées. Traduit, cela veut dire que la distribution d'eau est devenue les affaires, mettant le plus en avant l'intérêt de bénéfice.

Le compteur prépayé est l'illustration la plus cruelle aujourd'hui de l'engagement aux intérêts du marché et au bénéfice par-dessus des besoins des gens. Contrairement au système des coupures où l'individu était puni rétrospectivement pour le non paiement (i.e., après avoir reçu de l'eau), le compteur prépayé coupe l'individu avant d'avoir accès. Dans ce cas, ce sont seulement ceux qui peuvent payer qui recevront de l'eau. Le compteur d'eau prépayé est la méthode préférée d'approvisionnement de DWAF. Le



gouvernement Sud Africain a promis à ses citoyens une quantité de 6.000 litres d'eau gratuite, soutenant que cette quantité est assez pour les besoins d'un foyer moyen Sud Africain. Au-delà de cette quantité, les gens doivent payer pour l'eau qu'ils consomment. En faisant ainsi, le gouvernement Sud Africain a pu argumenter qu'il est engagé à pourvoir aux besoins de base de son peuple en continuant toujours avec l'introduction des politiques qui servent les intérêts privés.

Mais la réponse des communautés Sud Africaines à l'installation du système prépayé a été loin d'être le bienvenu. Le projet de compteur d'eau prépayé le plus récent et le plus médiatisé envisage l'introduction de compteurs dans tous les quartiers de Soweto, Johannesburg. La Johannesburg Water, l'entité privée propriété de Johannesburg Metropolitan Council, et géré par Suez, s'est embarquée sur un projet dénommé 'Opération Gcin'amanzi' ('Opération Sauver l'Eau), un projet d'un coût de R450 millions qui vise à améliorer l'approvisionnement en eau dans la zone à travers l'amélioration de l'infrastructure et la réduction de l'utilisation d'eau par la transformation de tout Soweto au système de compteur prépayé. En septembre 2003, la Johannesburg Water a commencé à creuser des fossés au Bloc 1, Phiri, Soweto, se préparant à poser les tuyaux pour la conversion au système prépayé. Les résidents se sont réunis pour empêcher physiquement le travail de la Johannesburg Water. Les résidents étaient soutenus dans leurs

actions par les membres du Soweto Electricity Crisis Committee et de l'Anti Privatisation Forum.

Plusieurs altercations se sont ensuivies entre la police et la sécurité privée louées par la Johannesburg Water, et les résidents. A la fin de septembre 2003, 14 résidents de Phiri et des activistes qui les soutenaient étaient arrêtés et inculpés pour 'violence publique', pour 'dommage causé avec l'intention de nuire à la propriété' et 'incitation' pour la distribution des prospectus/tracts. La Johannesburg Water a subi des dommages financiers sérieux résultant de la résistance, et elle a déménagé du Bloc 1. En adoptant une stratégie différente, la Johannesburg Water s'est installée au Bloc 2, où elle a approché les foyers individuellement, disant aux résidents qu'ils auraient à s'engager pour le système de compteur prépayé afin d'avoir leurs toilettes et les fuites réparés. Vingt sept foyers ont résisté au Bloc 2, avec la Johannesburg Water répondant en arrêtant tout approvisionnement en eau à ces foyers.

Aujourd'hui, il y a 4 foyers qui résistent toujours à l'installation des compteurs prépayés au Bloc 2. Ils sont sans aucun approvisionnement en eau - pas même les '6.000 litres gratuits'.

Malgré la résistance, la Johannesburg Water continue avec l'extension de ses plans à d'autres parties de Phiri et de Soweto. Certains résidents continuent de résister, gonflant le nombre des membres de Phiri

Concerned Residents Forum nouvellement formé (Forum des Résidents Inquiets de Phiri). Les 6.000 litres gratuits d'eau promis ne sont pas vus comme adéquat pour les besoins des grands foyers, caractéristique de Phiri. Dans une enquête indépendante, auprès des foyers, commanditée par la Coalition Against Water Privatisation (Coalition Contre la Privatisation de l'Eau), un rapport complet est disponible à partir de Juillet 2004, le foyer moyen parmi les 174 foyers concernés est composé de 16 personnes, ce qui est alarmant et rendant négligeable la quantité d'eau octroyée par le gouvernement pour les besoins fondamentaux d'un foyer à Phiri. La plupart des foyers enquêtés ont aussi dit que leurs revenus mensuels étaient moins de R1.000 par mois. Dans un tel contexte, les foyers devront utiliser les 6.000 litres fournis pour le besoin mensuel de 16 personnes. Ils n'ont pas le choix puisqu'ils n'ont pas d'argent pour acheter de l'eau supplémentaire dont ils ont besoin. Et les résidents ont reconnu que 'se débrouiller' engendrera à des conséquences négatives et sérieuses sur le plan sanitaire, économique et social pour la communauté.

Les femmes, en particulier, ont indiqué le fardeau immense qu'elles ont à porter maintenant résultant du fait d'avoir à payer pour l'eau. Avec les femmes qui fournissent toujours les besoins fondamentaux du foyer, en leurs refusant l'accès à une ressource

nécessaire pour l'accomplissement de ces besoins rend l'accomplissement de leurs responsabilités beaucoup plus difficile. Ceci, en retour, est probable de conduire à des tensions accrues au sein du foyer, qui se manifeste souvent sous forme de violence domestique et surtout contre les femmes.

Pour plus de renseignements
www.apf.org.za



Pure Life, quel genre d'eau c'est?

Sabrina M. Souza, Porto Alegre, Brésil

Beaucoup de Brésiliens de la classe moyenne consomment l'eau minérale Pure Life (La Vie Pure) de Nestlé, ignorant les faits cachés derrière ce label. Plusieurs irrégularités ont été décelées, de la surexploitation de l'eau souterraine locale au processus de mise en bouteille. Un certain nombre de citoyens luttent pour arrêter cette dégradation, la destruction de notre héritage naturel et le manque d'égards envers notre législation nationale.

En achetant le Perrier, une propriété française, Nestlé – une multinationale Suisse – est fait propriétaire d'un parc d'eau dans la municipalité de São Lourenço, situé dans l'Etat de Minas Gerais dans la région sud-est du Brésil. C'est l'une des zones la plus riche du monde en terme des eaux minérales diversifiées, et il est connu sous le nom de Circuito das Aguas (Circuit des Eaux). Hormis l'exploitation des eaux dans ce parc, Nestlé a démarré la construction d'une nouvelle chaîne de production en 1998. Il est estimé que les forages ont atteint 150 m (un plus de 450 ft) pour faire monter l'eau utilisée pour la production de *Pure Life* depuis 1999.

Comme le pompage était intensifié, les activistes du mouvement dénommé Citizenship for Water (Cidadania pelas Aguas) ont accusé Nestlé d'avoir endommagé les ressources en eau locales. L'une des sources est asséchée, et d'autres ont subi des changements dans leurs compositions minérales. Des études récentes menées par Brazilian Geological Services (CPRM) ont trouvé une baisse dans le contenu des minéraux de ces eaux, la présence des polluants et des éléments infectieux, aussi bien que des réductions importantes dans le débit, spécialement dans deux de ces sources.

Hormis la surexploitation de ces sources d'eau pour transformer l'eau minérale extraite en eau embouteillée *Pure Life*, Nestlé utilise un processus de déminéralisation et d'ajout des sels, c'est-à-dire elle enlève des minérales rares et thérapeutiques de l'eau,

modifiant ses caractéristiques naturelles, et ajoute d'autres sels pour le rendre vendable. Cependant, l'aspect jaunâtre qui empêchera les gens de l'acheter est dû à la grande quantité de fer et non de la saleté. En plus de cela, la déminéralisation des eaux minérales est prohibée par le Code des Eaux Minérales au Brésil.

Voici quelque histoire récente:

* En janvier 2004, au Forum Public à Davos, la Suisse, l'activiste Brésilien Franklin Frederick a pris la parole dans un débat sur les responsabilités sociales et environnementales des sociétés, pour rendre compte de l'activité illégale de Nestlé à São Lourenço. Il a demandé une déclaration de son PDG qui a déclaré que si les faits sont vrais Nestlé arrêterait ses activités à São Lourenço.

* Selon Frederick, et à la surprise générale, le lendemain l'Etat de Minas Gerais a délivré un permis à Nestlé pour conduire ses activités dans la zone ; elle avait jusque là fonctionner sans aucun permis environnemental.

* En mars 2004, le Département National de Production Minérale (DNPM) a demandé que Nestlé Waters arrête ses activités à Fonte Primavera, à São Lourenço en l'espace de 30 jours.

* Une décision exécutive délivrée par la juridiction fédérale à Brasilia (17^a Vara Federal) a donné à Nestlé six mois supplémentaires ; le délai pour l'arrêt de ses activités dans le puit de Primavera était reporté au mois d'octobre 2004.

Les citoyens sont organisés et sont actifs contre les opérations illégales de Nestlé, et condamnent cette décision temporaire de la part du gouvernement fédéral. La première action que nous pouvons mener est de ne pas acheter ou boire l'eau *Pure Life*. Après tout, c'est de l'eau qui a été modifiée artificiellement, et obtenue par la surexploitation d'une possession précieuse et finie qui contient des propriétés médicales ; le minéral des eaux souterraines du Water Belt (Circuit des Eaux). Cette zone devrait être reconnu comme patrimoine de l'humanité au lieu d'un bien d'une multinationale qui explore ses sources au point de les assécher au du profit.

Pour plus d'information www.cidadaniapelasaguas.net

Bechtel: de Cochabamba à Guayaquil, l'histoire se répète

Marcela Olivera Committee for Water and Life, Cochabamba, Bolivia and Public Citizen, USA

Après 6 mois de lutte et de protestation dans le soi-disant "Guerre de l'eau" à Cochabamba, en Bolivie, la population a réussi avec succès à expulser la compagnie Aguas del Tunari (co-entreprise avec la compagnie Américaine Bechtel). Néanmoins, en octobre 2000, quelques mois seulement après cette victoire, le gouvernement de l'Écuador a démarré le processus d'appel d'offre pour la vente de la compagnie étatique de l'eau de Guayaquil, la Empresa Cantonal de Agua Potable y Alcantarillado

Les citoyennes de Perth déclarent victoire à Tay River

Sarah Ehrhardt, Conseil des Canadiens

Le gouvernement provincial d'Ontario, Canada, a annulé un permis de prendre de l'eau à controverse délivré à Omya et a approuvé un nouveau permis avec restriction sur le volume d'eau qui peut être prélevé de Tay River pendant les six prochaines années. Le permis passé avait autorisé Omya à tripler son prélèvement d'eau à 4,5 millions de litres par jour, renversant les recommandations d'un Environmental Review Tribunal (un Tribunal de Révision Environnementale) et ignorant les soucis des citoyens locaux.

Au cours des quatre dernières années, le Conseil des Canadiens continue de travailler avec les citoyens de Perth pour s'assurer que les inquiétudes sont entendues et d'établir le profil des besoins pour une politique globale nationale de l'eau pour protéger les eaux du Canada de l'exportation et de l'abus. L'annonce a été applaudie par les citoyens de Perth et environnants, et le Conseil des Canadiens voudrait remercier tout un chacun pour son soutien et son engagement au problème.

Pour plus d'information visitez : www.canadians.org et www.cupe.org

Branchez-vous - GRATUITEMENT
 À la défense du patrimoine commun
 English - Portuguese - French - Spanish
cmep@citizen.org

de Guayaquil (ECAPAG). La Banque de Développement Inter-Américaine (IBD) a soutenu ce processus dès le début et à la fin la concession était accordée à Interagua (une autre co-entreprise de Bechtel).

L'histoire se répète. Un coup d'œil rapide dans la presse à Guayaquil montre les plaintes constantes par les citoyens de Guayaquil, concernant le coût élevé de l'eau, les coupures dans les établissements publics pour non paiement, la contamination de l'eau potable, des coûts abusifs pour l'installation des compteurs, des centaines de perte d'emploi depuis la privatisation.

Quelles sont les options laissées à la population de Guayaquil face à cette situation ? La rupture du contrat de Bechtel en Bolivie a coûté la somme de 25 millions de dollars US dans un procès intenté par Bechtel pour la perte de bénéfice potentiel auprès de la cour d'arbitrage secrète de la Banque Mondiale, l'ICSID. Le litige est présentement en cours de négociation par les deux parties afin de trouver une solution à l'amiable.

Bechtel a tiré des leçons de Cochabamba. La MIGA (l'Agence de Garantie d'Investissement Multilatéral), une autre agence de la Banque Mondiale, a octroyé une somme de 18 millions de dollars US à Interagua comme garantie pour son contrat de 15 ans à Guayaquil. Cette garantie protège la compagnie contre la guerre et les émeutes, spécialement celles qui seraient dues à leurs propres opérations.

Peu importe que nous soyons de Cochabamba, de Guayaquil, de l'Amérique Latine ou de n'importe quelle partie du globe, ne pensez pas que nous devrions faire quelque chose pour arrêter ces corporations qui ne prennent pas non seulement le contrôle de nos eaux mais prennent aussi le contrôle des politiques et des démocraties de nos pays ?

Pour plus d'information contactez molivera@citizen.org